

Royaume-Uni : les tories veulent confier des services publics à des coopératives

LE MONDE | 17.02.10 | 14h38 • Mis à jour le 17.02.10 | 14h38

Après la crise de 1929, le Britannique John Spedan Lewis décida de distribuer les actions et les profits de son entreprise à ses salariés. Face à un système financier en déconfiture, le patron des grands magasins John Lewis avait souhaité instaurer une forme de capitalisme plus social. Soixante-dix ans plus tard, alors qu'une nouvelle crise financière vient d'ébranler le monde et de faire exploser les déficits du Royaume-Uni, les conservateurs veulent appliquer la même recette aux services publics britanniques.

Lundi 15 février, David Cameron, le candidat des tories aux élections législatives prévues d'ici à juin 2010, a mis au coeur de sa campagne le modèle coopératif de John Lewis, dont les 69 000 salariés se partagent aujourd'hui le capital et des bénéfices confortables.

L'idée est simple : des services administratifs pourront, si leurs équipes en décident ainsi, quitter la sphère publique et s'organiser en coopérative - ou en entreprise à but non lucratif - pour servir le contribuable. L'objectif est double : faire des économies tout en améliorant l'efficacité, aujourd'hui faible, des services publics.

"Nous vous donnerons la chance d'être votre propre patron et d'offrir à vos concitoyens un meilleur service, conformément à ce que vous pensez et non pas à ce qu'un bureaucrate lointain a imaginé. Nous vous donnerons le pouvoir", a promis M. Cameron aux fonctionnaires qui seront partants pour l'aventure.

Les agents s'organiseront comme bon leur semble pour remplir la mission de service public que l'Etat ou les collectivités locales leur auront confiée. Ils pourront revoir leurs méthodes de travail, redéfinir les rémunérations, contraindre leur patron au départ.

Et rien ne les empêchera de travailler avec des entreprises du secteur privé. A la clé, affirme M. Cameron - que tous les sondages donnent gagnant face au premier ministre travailliste, Gordon Brown -, *"plus de productivité, moins d'absentéisme et un meilleur moral"*. D'autant que ces nouveaux entrepreneurs au service de la collectivité seront récompensés de leurs efforts : s'ils parviennent, avec les moyens qui leur sont alloués, à faire des économies, ils pourront en partager les fruits avec le contribuable. *"Nous leur dirons : voici votre budget, voici votre mission. Et si vous la menez plus efficacement, vous pouvez garder une partie des économies que vous faites"*, a expliqué M. Cameron.

Certains pans du secteur public - l'armée, la police ou la justice - ne se verront pas offrir cette possibilité. Pour le reste, a promis le chef des tories, tout peut arriver. Le candidat conservateur a déjà évoqué les écoles, les structures d'accompagnement social, les centres d'appel, la santé ou encore les agences pour l'emploi.

Alors que le déficit public devrait atteindre 178 milliards de livres en 2009-2010, soit 12,6 % du produit intérieur brut, le chef de file tory cherche à convaincre qu'il n'est pas prêt à sacrifier l'Etat au nom de l'orthodoxie financière, et qu'il cherche à s'attaquer à la dette tout en préservant des garanties en matière sociale. Quitte à s'inspirer de modèles, comme celui de

John Lewis, ancrés plus à gauche dans l'imaginaire collectif. *"M. Cameron utilise le langage du socialisme pour masquer une future dislocation des services publics"*, juge Grail Cartman, secrétaire général adjoint du syndicat Unite.

De fait, le Labour a des projets comparables à ceux de M. Cameron. Après avoir largement fait appel au secteur privé pour gérer les services publics, dans la foulée de son élection en 1997, Tony Blair a cherché une voie médiane à partir de 2002.

M. Brown, qui lui a succédé en juin 2007, a repris le flambeau des coopératives et des entreprises à but non lucratif oeuvrant dans le secteur public. Et même si, pour l'heure, les expériences tentées se sont révélées peu concluantes, il compte lui aussi en faire un élément central de sa campagne.

Virginie Malingre
